

TA/KY/KR

REPUBLIQUE DE CÔTE  
D'IVOIRE

COUR D'APPEL DE  
COMMERCE D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE  
D'ABIDJAN

RG N°0404/2019

JUGEMENT  
CONTRADICTOIRE du  
28/03/2019

Affaire

La Société Ivoirienne  
d'Equipements Pétroliers et  
Industriels dite SIEP  
Industries

(Maître YÊKINI Bahiralai)

Contre

LA LOYALE Assurances

(Cabinet d'AVOCATS  
Amadou FADIGA et  
ASSOCIES)

DECISION :

Contradictoire

Déclare l'action de la Société  
Ivoirienne d'Equipements  
Pétroliers et Industriels dite  
SIEP Industries irrecevable;

Condamne la Société  
Ivoirienne d'Equipements  
Pétroliers et Industriels dite  
SIEP Industries aux entiers  
dépens.

## AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 28 MARS 2019

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique  
du jeudi-vingt-huit mars deux mil dix-neuf tenue au siège dudit  
Tribunal, à laquelle siégeaient :

Madame **TOURE AMINATA épouse TOURE**, Président du  
Tribunal ;

Madame **GALE MARIA épouse DADJE** et Messieurs **YAO  
YAO JULES, DICOH BALAMINE, N'GUESSAN GILBERT,  
ALLAH KOUAME, DOSSO IBRAHIMA**, Assesseurs ;

Avec l'assistance de Maître **KODJANE MARIE-LAURE épouse  
NANOU**, Greffier ;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre :

**La Société Ivoirienne d'Equipements Pétroliers et Industriels  
dite SIEP Industries**, CC n°0029048 R, RC n°246884/1999-  
représentant LATON WEST FRICA-Zone Industrielle de Vridi, 10  
BP 1050 Abidjan 10, prise en la personne de son Directeur  
Général, Monsieur Michel OKA, Cél : 08 65 00 65, Tél : 21 27  
0122 69, FAX : 21 27 01 68, Email : [siepindustries@yahoo.fr](mailto:siepindustries@yahoo.fr) ;

**Demanderesse** représentée par Maître **YÊKINI Bahiralai**,  
Avocat près la Cour d'Appel d'Abidjan, demeurant au Plateau,  
Avenue CROSSON Duplessis, Résidence DIANA I , 4ème  
Etag, Porte A 11, 04 BP 2907 Abidjan 04, Tél : 20-22-59-07.

Et

**LA LOYALE Assurances**, S.A d'assurances, au Capital de  
1.500.000.000 FCFA, ayant son siège social à Abidjan-Plateau,  
Avenue du Général de Gaulle (Rue du Commerce), Angle Rue  
A.43, 01 BP 12263 Abidjan 01, Tél : 20 30 53 53, RC n° CI-ABJ-  
03-B-2465, CC n°0429401F, représentée par son Directeur  
Financier, domicilié audit siège ;

**Défenderesse** représentée par le **Cabinet d'AVOCATS  
Amadou FADIGA et ASSOCIES**, Avenue Delafosse Prolongée,  
Abidjan-Plateau cité esculape, bâtiment L, 8eme étage, face à la



D'autre part ;

Enrôlée le 01 février 2019 pour l'audience publique du 07 février 2019, l'affaire a été appelée ;

Une instruction a été ordonnée et confiée au Juge KOFFI YAO et la cause a été renvoyée au 14 mars 2019 pour le retour après instruction ;

La mise en état a fait l'objet d'une ordonnance de clôture en date du 06 mars 2019 ;

A l'audience du 14 mars 2019, la cause étant en état d'être jugée, le tribunal a mis l'affaire en délibéré pour décision être rendue le 28 mars 2019 ;

Advenue cette audience, le Tribunal a rendu le jugement dont la teneur suit :

#### LE TRIBUNAL

Vu les pièces du dossier ;

Où les parties en leurs moyens et prétentions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

#### FAITS, PROCEDURE, PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES

Par exploit d'huissier de justice daté du 24 janvier 2019, la Société Ivoirienne d'Equipements Pétroliers et Industriels dite SIEP Industries a fait servir assignation à la société La Loyale Assurances SA, aux fins de condamnation à lui payer les sommes de 30.450.000 FCFA, outre les intérêts de droit et frais à titre de remboursement de dépôt et 10.000.000 FCFA à titre de dommages et intérêts ;

Au soutien de son action, elle expose qu'en exécution d'un projet de réhabilitation de stations-services au profit de la société Klenzi Distribution, elle a sollicité auprès de la société La Loyale Assurances sa caution pour l'avance des travaux de démarrage et a, à cette occasion, versé entre les mains de cette dernière, deux dépôts de 15.225.000 FCFA, hormis le coût des assurances ;

Elle ajoute que les travaux ayant été exécutés à bonne fin, elle a obtenu de la société Klenzi Distribution la mainlevée pleine et entière des deux cautions ;

Toutefois, précise-t-elle, bien qu'elle ait, par courrier du 05/12/2016, sollicité formellement la restitution des montants susvisés, la défenderesse lui oppose une résistance abusive et injustifiée ;

A cet effet, elle fait observer que malgré une sommation interpellative du 16/11/2018 et une offre de règlement amiable du 20/12/2018, La Loyale Assurances n'a pas daigné réagir, alors que la convention dite « Contrat Marché » indique clairement en son article 7.1.1 § 4 que le cautionnement définitif serait libéré dans un délai maximum ;

En réaction, la société La Loyale Assurances SA plaide au seuil des débats et en la forme, l'irrecevabilité de l'action, en ce que, par le jugement RG 3530/2017 du 27/12/2018, le tribunal de céans l'a admise en règlement préventif, de sorte qu'en application des articles 8 et 9 de l'Acte uniforme de l'Ohada, toutes les actions en paiement dirigées contre elles sont suspendues ;

En réplique, la SIEP Industries juge que la défenderesse a usé de tromperie et de mauvaise foi à son égard car, alors qu'elle la faisait espérer, elle a obtenu en sous-main une mesure de règlement préventif dont elle ne l'a pas informée, l'empêchant ainsi de produire à la masse ;

Rejetant ses remarques sur sa bonne foi, la société La Loyale Assurances SA rétorque que sa situation financière obérée n'est pas un sujet tabou car, déjà en 2017, lorsqu'elle a obtenu l'ordonnance N°488/2017 du 19/06/2017 suspendant les poursuites individuelles contre elle, publication en a été faite dans le quotidien Fraternité Matin, afin que nul n'en ignore ;

## **SUR CE**

### **En la forme**

#### **Sur le caractère de la décision**

La défenderesse a comparu et conclu de moyens ;

En application de l'article 144 du code de procédure civile, commerciale et administrative, il y a lieu de statuer par décision de contradictoire ;

#### **Sur le taux du ressort**

L'article 10 de la loi n°2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce dispose que : « Les Tribunaux de commerce statuent :

- en premier ressort sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions de francs ou est indéterminé ;
- en premier et dernier ressort sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs. » ;

En l'espèce, le taux du litige est supérieur au quantum susmentionné ;

Il convient en conséquence de statuer en premier ressort ;

### **Sur la recevabilité de l'action**

La SIEP Industries sollicite du tribunal la condamnation de la société La Loyale Assurances SA à lui payer les sommes de 30.450.000 FCFA, outre les intérêts de droit et frais à titre de remboursement de dépôt et 10.000.000 FCFA à titre de dommages et intérêts ;

Il est constant que par jugement RG 3530/2017 du 27/12/2018, le tribunal de céans a admis la société La Loyale Assurances SA en règlement préventif ;

Or, aux termes de l'article 9 de l'Acte uniforme de l'Ohada portant organisation des procédures collectives d'apurement du passif, « La décision d'ouverture du règlement préventif suspend ou interdit toutes les poursuites individuelles tendant à obtenir le paiement des créances nées antérieurement à ladite décision pour une durée maximale de trois (03) mois, qui peut être prorogée d'un (01) mois dans les conditions prévues à l'article 13, alinéa 2, sans préjudice de l'application de l'article 14 alinéa 3 ci-dessous ;

La suspension des poursuites individuelles concerne aussi bien les voies d'exécution que les mesures conservatoires, y compris toute mesure d'exécution extrajudiciaire ;

Elle s'applique à toutes les créances chirographaires et à celles garanties par un privilège général, un privilège mobilier spécial, un gage, un nantissement ou une hypothèque, à l'exception des créances de salaires et d'aliments ;

Elle ne s'applique pas aux actions tendant à la reconnaissance des droits ou des créances contestées, ni aux actions cambiales dirigées contre les signataires d'effets de commerce autres que le bénéficiaire de la suspension des poursuites individuelles ;

Les personnes physiques coobligées ou ayant consenti une sûreté personnelle ou ayant affecté ou cédé un bien en garantie peuvent se prévaloir des dispositions du présent article ;



Les délais impartis aux créanciers à peine de déchéance, prescription ou résolution de leurs droits sont suspendus pendant toute la durée de la procédure en cours ;

Lorsqu'il est mis fin au règlement préventif dans les conditions de l'article 9-1 ci-dessous et, en tout état de cause, à l'expiration des délais visés au premier alinéa du présent article, la suspension des poursuites individuelles prend fin de droit, sans préjudice de l'application de l'article 14 ci-dessous » ;

De ce texte, il s'induit que toutes les actions judiciaires sont suspendues ou interdites à compter de la décision d'ouverture du règlement préventif, dès lors qu'elles tendent à la condamnation du débiteur au paiement d'une somme d'argent ;

L'action individuelle de la SIEP Industries tendant à la condamnation de la défenderesse à lui payer une créance née antérieurement à la décision d'ouverture du règlement préventif, il y a lieu de la déclarer irrecevable ;

#### Sur les dépens

La SIEP Industries succombe et doit supporter les dépens ;

#### PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort ;

Déclare l'action de la Société Ivoirienne d'Equipements Pétroliers et Industriels dite SIEP Industries irrecevable ;

Condamne la Société Ivoirienne d'Equipements Pétroliers et Industriels dite SIEP Industries aux entiers dépens.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jours, mois et an que dessus.

**ET ONT SIGNE LE PRESIDENT ET LE GREFFIER.**



110282815

D.F: 18.000 francs

ENREGISTRE AU PLATEAU

28 MAI 2019  
REGISTRE A J. Vol. 115 F°  
N° 115 Bord. 115/115

REÇU : Dix huit mille francs  
Le Chef du Domaine, de  
l'Enregistrement et du Timbre

*[Signature]*